

IDÉES

Penser la gauche autrement

Manifeste pour créer un mouvement progressiste qui n'est pas celui de la « gauche multiculturelle »

ROMÉO BOUCHARD

Cofondateur de l'Union paysanne et de la Coalition pour la Constituante

LOUIS FAVREAU

Sociologue et directeur de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC-UQO)

Extraits d'un manifeste publié ce week-end

Être un citoyen progressiste, c'est vouloir changer la société dans laquelle nous vivons: une société organisée et contrôlée par les riches et pour l'enrichissement des riches, où la démocratie n'est plus qu'un mot, où la richesse est mal partagée, où notre environnement est compromis, où le peuple québécois est méconnu, où tout ce qu'on nous propose, c'est de consommer et de nous amuser à crédit; c'est travailler à l'avènement d'un Québec démocratique, égalitaire, solidaire, écologique, souverain, libre et heureux.

Cependant, deux visions du changement politique se côtoient et s'affrontent présentement au Québec.

Qui sont ces citoyens démocrates et progressistes?

C'est d'abord et avant tout le mouvement de fond de ces citoyens engagés dans le changement social qu'on retrouve partout au Québec, dans les syndicats, les groupes communautaires et coopératifs, les entreprises d'économie sociale, les comités de citoyens et de développement, les groupes écologiques engagés dans de multiples combats, les groupes qui travaillent pour l'égalité des femmes et la reconnaissance des peuples autochtones, ceux qui accueillent les réfugiés, qui développent des solidarités avec des mouvements communautaires dans les pays du Sud, qui parlent aux sans-abri, qui s'occupent des enfants handicapés et des personnes âgées, qui hébergent les femmes victimes de violence, et tous ces Québécois dé-

cus de la politique qui se sentent impuissants devant le triomphe d'une minorité de riches.

Ce grand réseau citoyen et démocratique, enraciné dans l'action collective et proche du peuple, on l'entend peu, il a peu de moyens, les médias en parlent peu, il se mêle peu de politique partisane, il est sous-estimé et même orphelin politiquement, il n'a pas de voix politique.

Pourtant, il s'inscrit naturellement dans le projet collectif du Québec. Il tient à la solidarité sociale et il dénonce la déconstruction de l'État social et des régions par les politiques d'austérité et de centralisation néolibérales. Il tient à l'émancipation du Québec, à son identité et à son avenir comme peuple, à son territoire, à la langue et la culture françaises qui nous caractérisent, à la laïcité, à l'émancipation des femmes et à l'intégration des immigrants. Il conçoit le Québec comme une nation, une société de citoyens égaux et non comme une société d'identités particulières à la façon du Canada des Trudeaus. Il est solidaire des autres peuples du monde qui luttent contre leur oppression.

Une certaine gauche multiculturelle

Entre-temps, une certaine vision de gauche a pris beaucoup de place ces dernières années dans le débat public. On l'entend un peu partout, à Montréal surtout, chez les jeunes intellectuels, dans les médias, dans les manifestations, à Québec solidaire, dans les organismes de défense des droits de la personne, chez certains groupes d'étudiants universitaires, à la Fédération des femmes du Québec...

Elle est multiculturelle et préoccupée par les minorités ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses et sexuelles, au mépris parfois des majorités; elle ne jure que par la Charte canadienne des droits de la personne, au point parfois d'ignorer les droits collectifs, et même de juger discriminatoires des dispositions de la loi 101 ou d'éventuelles lois sur la laïcité qui limiteraient le port des signes religieux et du voile islamique, ou même la liberté d'expression lorsqu'elle est jugée offensante pour les minori-

tés culturelles ou religieuses; elle défend même le voile intégral et, du même coup, l'intégrisme islamique.

Se voulant inclusive, elle pourchasse le racisme systémique, l'islamophobie, la xénophobie, le suprémacisme mâle blanc, la catho-laïcité qu'elle voit partout et qu'elle associe trop facilement et de manière démagogique à toute conviction nationaliste ou identitaire.

On peut dire aussi qu'elle est post-nationale, car elle est contre le nationalisme, facilement qualifié d'ethnique, d'identitaire, de revancharde, de passiste, de régressif [...] Surtout, elle n'arrive pas à inclure son projet politique dans le projet collectif et l'identité historique des Québécois: pour elle, le PQ nous a tout simplement trahis, nous maintenant dans un nationalisme ethnique et néolibéral de survivance et doit être éliminé de la scène politique.

Le discours de cette gauche multiculturelle tente d'imposer une nouvelle rectitude politique et crée un immense malaise parmi les forces progressistes. L'intransigeance et le dogmatisme moral de plusieurs inclusifs blessent beaucoup de Québécois et de Québécoises attachés à leur peuple, en plus de détourner l'attention de problèmes importants pour l'ensemble de la population. En réalité, cette gauche divise et exclut plus qu'elle ne rassemble et inclut.

Il existe une autre gauche, une gauche sociale, citoyenne et démocratique, composée de milliers de citoyens progressistes, allumés, engagés dans leur milieu partout au Québec. Il est temps que cette « gauche citoyenne et démocratique populaire » sorte de l'ombre, qu'elle prenne la parole et trouve sa place sur la scène politique. [...]

Une plateforme politique commune

La plateforme politique que nous proposons au mouvement citoyen et démocratique s'articule autour de quatre axes de changement inséparables l'un de l'autre: la réforme démocratique, le partage de la richesse, la transition écologique, la souveraineté politique

Premièrement, une réforme démocratique en profondeur, qui restaure la souveraineté du peuple et l'autonomie des communautés locales et régionales, de façon à permettre à tous sans distinction de participer et de décider en permanence à tous les niveaux de la vie collective.

La citoyenneté québécoise doit être le lien commun qui nous définit et nous unit, anciens comme nouveaux venus, et les principes de la laïcité, du caractère français et de l'égalité hommes-femmes doivent pouvoir nous protéger des particularismes religieux et culturels et assurer une intégration de tous. L'objectif doit être une société de citoyens québécois solidaires et non une société d'identités particulières.

Deuxièmement, une meilleure répartition de la richesse, grâce à une démocratisation de l'économie et à un filet social élargi, afin de tenir compte des réalités nouvelles du monde du travail et des inégalités révoltantes engendrées par l'économie mondiale actuelle. [...]

Troisièmement, la transition écologique de notre économie pour préserver la qualité et la pérennité de notre milieu de vie. Des mesures concrètes doivent être prises pour assurer une transition accélérée dans notre consommation d'énergie (particulièrement le pétrole), la rationalisation des transports, la gestion de nos ressources naturelles et de nos écosystèmes, la production agricole. Il faut viser une relocalisation de notre économie, une économie circulaire, une économie de proximité et de partage, en un mot, une croissance ajustée à nos besoins réels et aux capacités de notre planète.

Quatrièmement, la souveraineté politique pour permettre au peuple québécois d'exprimer son identité propre, de redéfinir ses institutions démocratiques, sociales, culturelles et économiques dans une constitution bien à lui, d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, de son fleuve, de ses ressources, de son immigration et de ses politiques, de conclure avec les Premières Nations présentes sur le territoire la négociation d'un statut de nations autonomes et des ententes de cohabitation et de partage des usages du territoire sur le modèle de la Paix des Braves, enfin, d'exprimer nos choix de solidarité avec d'autres peuples du monde d'une manière pleine et entière.

ÉDUCATION SUPÉRIEURE

Le salaire des recteurs et le sous-financement du réseau de l'UQ

L'Université du Québec, mal aimée, souffre d'un « mépris général » de la part de la presque totalité de l'Assemblée nationale

TEXTE COLLECTIF*

Dans des déclarations rapportées par *Le Devoir* le 10 janvier dernier, Lise Bissonnette, présidente du conseil d'administration de l'UQAM, s'élevait contre « l'iniquité absolument flagrante » dans la rémunération des recteurs d'universités québécoises. Comme le soulignait cet article, « les 10 recteurs les moins payés au Québec sont ceux du réseau de l'Université du Québec ». Nous partageons volontiers son indignation, de même que son jugement quant au fait que ce désolant écart n'est que « le symptôme d'un mal beaucoup plus profond », aux conséquences plus vastes et plus graves encore, touchant le sort réservé par le gouver-

C'est précisément parce que le savoir est un bien commun, devant être accessible, [...] que le réseau de l'Université du Québec fut créé

nement et nombre d'acteurs politiques au réseau de l'Université du Québec.

Nous estimons cependant nécessaire de réagir, afin de souligner une inquiétude quant aux solutions susceptibles d'être apportées au sujet de l'inégal traitement des recteurs. Il importe aussi de souligner plus fortement les problèmes structurels avec lesquels sont aux prises toutes les constituantes du réseau de l'Université du Québec (UQAM, UQAT, UQO, UQTR, INRS, ETS, etc.)

Ces dernières sont directement soumises aux décrets gouvernementaux pour ce qui est de la rémunération des recteurs, alors que les univer-

sités « à charte » peuvent agir comme bon leur semble, fût-ce pour verser un million de dollars en indemnité de départ, comme l'Université Concordia l'a fait il y a quelques années. Que le gouvernement interviennent pour imposer « une certaine sobriété », selon les mots de la ministre Hélène David (*Le Devoir*, 24 août 2017), nous ne pourrions qu'applaudir. Si, inversement, on devait chercher à résorber l'écart en haussant démesurément les salaires des recteurs de l'Université du Québec, cela risquerait d'entraîner une envolée générale de la rémunération des dirigeants d'université, cadres supérieurs compris.

Cette spirale inflationniste est déjà bien amorcée dans les universités britanniques et américaines. Les salaires de près de 800 000 \$ des dirigeants des universités de Bath et de Birmingham ont suscité une vive polémique, l'automne dernier, mais ils n'étaient guère qu'à la limite supérieure des rémunérations: pour les 24 universités membres

du Russell Group, la moyenne est de 600 000 \$. Sans surprise, la situation est pire encore aux États-Unis, où pas moins de 58 présidents d'université ont obtenu plus d'un million en salaires, primes et autres compensations différées, en 2015. Cette course vers les plus hautes rémunérations (mais seulement pour les dirigeants, pas pour les professeurs, chargés de cours et employés de soutien) est une menace qui doit à tout prix être évitée, non seulement parce qu'elle cause des dépenses majeures sans retombées positives équivalentes pour les universités en question, mais aussi et surtout parce qu'il s'agit d'une autre consé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'UQ doit composer avec un sous-financement structurel qui l'accompagne depuis sa fondation.

quence des forces qui cherchent à transformer les universités en entreprises. Le savoir n'est pas une marchandise, mais un bien commun, doit-on le rappeler une fois de plus?

Objectifs atteints

C'est précisément parce que le savoir est un bien commun, devant être accessible, aisément et également, à l'ensemble de la population québécoise, quel que soit le lieu de résidence, le niveau de richesse économique ou culturelle de la famille, que le ré-

seau de l'Université du Québec fut créé.

Depuis, ce réseau a largement atteint les objectifs qu'on lui fixait: les UQ ont formé des centaines de milliers d'étudiants, ont développé des programmes de formation originaux et respectés aux trois cycles universitaires, ont structuré des recherches de pointe dans de nombreux domaines, en plus de nouer des liens forts avec leurs milieux respectifs.

Et pourtant, l'UQ est mal aimée, souffre d'un « mépris général » de la part de la presque

totalité de l'Assemblée nationale, selon les termes mêmes de M^{me} Bissonnette. Si ce préjugé, tout désolant qu'il soit de la part de politiciens envers des grandes institutions nationales, n'avait pas d'autres conséquences, les professeurs des constituantes de l'UQ pourraient hausser les épaules et se fier au jugement des étudiants et de leurs pairs, au Québec et à l'étranger. Un jour, peut-être, découvrirait-on dans les ministères et officines parlementaires que c'est entre autres grâce à l'apport de l'UQ que le système

universitaire québécois a pu se développer, au point de se comparer sans rougir à celui de n'importe quel autre pays.

Cependant, d'ici là, le réseau de l'UQ doit composer avec un sous-financement structurel qui l'accompagne depuis sa fondation, sous-financement aggravé par celui qui affecte l'ensemble des universités québécoises à la suite des coupures des récentes années d'austérité budgétaire, tant dans le financement de base que dans le financement de la recherche fondamentale et de la création. Le financement de la recherche est aussi anémique en provenance du gouvernement fédéral. Ce sous-financement du réseau de l'UQ, comparé aux universités à charte, fait la démonstration de la mésestime de notre gouvernement envers son réseau public, bien davantage selon nous que le déséquilibre entre les salaires des recteurs. En cette année soulignant le 50^e anniversaire de la création de l'UQ, il serait grand temps de corriger ce déséquilibre structurel.

*Comité exécutif du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ); Comité exécutif du Syndicat des professeurs (e)s de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (SPUQAT); Comité exécutif du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO); Comité exécutif du Syndicat des professeurs et des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SPPUQTR); Comité exécutif du Syndicat des professeurs de l'Institut national de la recherche scientifique (SPINRS); Équipe exécutive de l'Association des professeurs et professeurs de l'École de technologie supérieure (APETS).